



## Face à la droite, s'opposer ! Face à la crise, proposer !



L'édito des Socialistes des Lilas



Philippe Grangeaud

### NON, la rigueur n'est pas une fatalité !

**L'heure est à la rigueur.** Tel est le refrain qu'entonnent les différents gouvernements européens, dans le contexte de spéculation financière sur les dettes publiques. Après la Grèce, l'Espagne, le Portugal, le Royaume-Uni, l'Italie... la France et l'Allemagne semblent elles aussi se plier à la volonté des marchés financiers. Ces derniers n'ont qu'un seul crédo : tailler dans les dépenses publiques, limiter le champ d'intervention de l'État au strict minimum, privatiser la santé, l'éducation, les systèmes de retraites...

Alors que la crise des subprimes avait mis à jour les défaillances graves du marché et montré l'indispensable retour de l'État comme acteur central de l'économie, il n'aura fallu que deux ans pour que les marchés financiers prennent leur revanche avec une crise des dettes publiques qu'ils ont eux-mêmes déclenchée.

En politique comme en médecine, ce qui fait mal ne fait pas forcément un bon remède. **La droite veut nous faire croire que la rigueur budgétaire est la seule solution aux problèmes actuels. Rien n'est plus faux.** La France et l'Europe ont besoin de croissance économique. En limitant les salaires des fonctionnaires, en baissant les pensions de retraite, on détériore la qualité de vie de millions de concitoyens, on handicape la consommation et avec elle la croissance économique. Les dépenses de santé, d'éducation, de retraite, ne sont pas des fonds jetés dans un panier percé ! Elles alimentent à la fois la consommation actuelle et bâtissent les fondements de notre croissance future.

**Les socialistes ont un grand rôle à jouer pour sortir de la crise actuelle.** D'abord en travaillant à une alternative économique et sociale crédible et efficace face à la crise économique et financière. Nous devons **renforcer les outils de solidarité et d'action économique** au niveau européen, pour atteindre la taille critique qui nous permettra de réguler les marchés financiers internationaux, trouver de nouvelles sources d'impositions auprès des banques et de ces mêmes marchés, mettre fin au dumping fiscal qui prévaut dans une Union européenne toujours plus libérale et toujours moins solidaire. Notre **projet de nouveau développement économique, social et écologique** jette les bases de cette politique. Notre volonté de nous ancrer fermement dans nos valeurs de gauche et de renforcer la coopération avec nos partenaires illustre également notre action à venir.

**A nous de convaincre Français et Européens qu'un autre avenir que celui que nous propose la droite est possible !**

### SOMMAIRE

#### PROJET SOCIALISTE P.2

- ◆ Les Socialistes bâtissent leur projet pour préparer l'alternance
- ◆ Hortefeux démission !

#### RETRAITES P.3

- ◆ Réforme des retraites ou comment la droite détruit méthodiquement un acquis social
- ◆ Pour sauver nos retraites, les Socialistes proposent !
- ◆ Aux Lilas, la gauche unie pour la défense des retraites !

#### ÉDUCATION P.4

- ◆ Les Socialistes soutiennent les parents et les enseignants : NON au démantèlement de l'école publique, laïque et républicaine !

Retrouvez l'actualité des  
Socialistes des Lilas  
<http://psleslilas.typepad.fr>



# Les Socialistes bâtissent leur projet pour préparer l'alternance

*La France, l'Europe, le monde traversent leur crise la plus grave depuis les années 1930.*

**Crise économique**, la financiarisation croissante multipliant les crises spéculatives. **Crise sociale**, les inégalités atteignant des niveaux inégalés. **Crise environnementale**, notre modèle de croissance reposant sur une surexploitation des ressources naturelles. **Crise de la gouvernance économique mondiale**, les États se montrant incapables de dépasser la concurrence acharnée entre eux pour faire prévaloir des règles porteuses de développement partagé. Face à cette crise protéiforme, la droite se conforme à ses solutions habituelles : **un libéralisme échevelé qui fait la démonstration aujourd'hui de son inefficacité économique et de son iniquité sociale.**

La gauche, et le Parti socialiste en particulier, doivent inventer un nouveau modèle de développement, économique, social et écologique.

### *Préparer l'avenir, donner la priorité au long terme*

L'économie libérale fait régner une dictature du court terme, dans laquelle les spéculateurs n'acceptent plus d'attendre pour engranger les bénéfices de leur spéculation, quitte à sacrifier les emplois et à briser les vies de millions de salariés.

Nous proposons au contraire d'**ériger en priorité les secteurs qui préparent la croissance de demain : éducation, recherche, innovation, infrastructures, « économie verte »...**

Il faudra refaire de la France une grande



Philippe Grangeaud

nation industrielle en favorisant les relocalisations. Les émissions de CO2 seront réduites de 20 % d'ici 2020, les énergies renouvelables seront développées, une TVA éco-modulable sera instaurée afin d'**amorcer la mutation écologique de notre économie.**

### *Promouvoir la justice sociale, refuser la captation des richesses par une minorité*

En érigeant la concurrence en dogme, le libéralisme a fait exploser les inégalités. Il faudra faire machine arrière.

**Les richesses devront mieux être réparties entre revenus du capital et du travail.** Les salaires devront être augmentés, grâce à la **revalorisation du SMIC** et à la **modulation des cotisations sociales versées par les entreprises en fonction de leur politique salariale.**

Les écarts de revenus devront être limités. Dans les entreprises publiques, une **échelle des salaires de 1 à 20** sera imposée ; de même une action volontariste en faveur de l'**égalité salariale entre hommes et femmes** sera menée.

Enfin, il faudra réaliser une révolution fiscale pour bâtir un système d'imposition plus

juste : l'impôt sur le revenu et la CSG seront fusionnés en un **grand impôt citoyen vraiment progressif** et prélevé à la source.

### *Une société du « bien être » collectif plutôt que du « tout avoir » individuel, de l'émancipation plutôt que de l'aliénation*

La société de consommation à outrance montre ses limites : elle génère la frustration de ceux qui n'y accèdent pas et épuise les ressources naturelles. Au contraire, nous bâtirons **une société capable de répondre aux besoins essentiels de chacun : le droit à la santé, au logement, à l'éducation** devront devenir des réalités et **de nouveaux droits, à la sécurité professionnelle, au premier emploi, à l'autonomie des jeunes, à une vieillesse décente...** devront être créés.

**Les services publics seront revalorisés :** il faudra permettre à ceux qui existent d'assumer pleinement leurs missions en les dotant des moyens suffisants et envisager la création de nouveaux (eau, énergie...). Cela nécessitera de **redresser la situation des comptes publics**, gravement dégradée : le retour à une croissance plus forte et la mobilisation de nouvelles ressources (**suppression du bouclier fiscal, des niches fiscales les plus injustes, création d'une taxe sur les transactions financières...**) le permettra.

Il faudra également remédier aux excès du capitalisme libéral pour le **moraliser réellement** : les produits financiers les plus dangereux seront interdits, les banques de dépôt et d'investissement seront séparées, des agences de notation publiques seront créées...

C'est donc une véritable révolution économique, sociale et écologique que proposent les socialistes. La mettre en œuvre nécessitera évidemment d'agir aussi à l'échelle du monde et de l'Europe : **passage d'un libre-échange dérégulé à un « juste échange » porteur de co-développement, instauration de taxes luttant contre le dumping fiscal, social et environnemental** aux frontières de l'UE, interdiction du secret bancaire...

## **Hortefeux démission !**

**Le 4 juin, le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a été condamné par le tribunal de grande instance de Paris pour « injure à caractère racial ». C'est la première fois en France qu'un ministre de la République est condamné pour un tel motif. En multipliant les débats artificiels avec pour unique objectif de récupérer une partie de l'électorat d'extrême-droite, le gouvernement porte la responsabilité d'avoir libéré la « parole raciste »... jusque dans ses rangs. Pas d'autre alternative : Brice Hortefeux doit démissionner !**



## Pour sauver nos retraites, les Socialistes proposent !

**Au regard de l'évolution démographique, 45 milliards d'euros seront nécessaire en 2025 pour sauvegarder notre système de retraites. D'autres pistes sont envisageables que celles proposées par le gouvernement :**

- **maintien de l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans ;**
- **taxation des revenus du capital : bonus, stock option, plus values (25 milliards d'euros en 2025) ;**
- **augmentation modérée et progressive des cotisations sociales salariales et patronales (+ 0,1 % par an de 2012 à 2020 soit 12 milliards d'euros) ;**
- **plan pour favoriser le retour à l'emploi des seniors (11 à 16 milliards d'euros de cotisations sociales supplémentaires) : formation, accompagnement, tutorat des jeunes salariés, pénalisation des entreprises refusant d'embaucher des seniors...**
- **prise en compte de la pénibilité des professions exercées dans l'âge de départ en retraite ;**
- **taxation des bénéficiaires des banques (3 milliards d'euros) pour alimenter le fond de prévoyance des retraites et le porter à 140 milliards d'euros en 2025.**

## Réforme des retraites ou comment la droite détruit méthodiquement un acquis social

« Vous savez, quand on pense à ce qu'a fait François Mitterrand en ramenant l'âge légal de départ à la retraite de 65 à 60 ans ! On aurait beaucoup moins de problème s'il s'était abstenu ». Cette déclaration de Nicolas Sarkozy a le mérite de la clarté : la réforme des retraites qu'il prépare ne cherche pas à sauver notre système par répartition, mais seulement à revenir sur cet acquis social essentiel obtenu grâce au gouvernement de gauche arrivé au pouvoir en 1981.

De rapports anxiogènes en fuites savamment orchestrées, le gouvernement prépare les esprits à sa future réforme. **Pour Sarkozy et Fillon, une seule manière de poser le débat : comment faire payer aux seuls salariés et retraités l'allongement de la durée de la vie ?**

Les pistes ébauchées en attestent :

- **recul de l'âge de la retraite à 63 ans : inefficace** quand on sait que la France a un des taux d'activité des seniors les plus faibles d'Europe et **injuste** puisque ni la date d'entrée dans la vie active ni la pénibilité des professions exercées ne sont pris en compte ;
- **augmentation de la durée de cotisation** pour obtenir une retraite à taux plein... alors que déjà 60 % des salariés ne parviennent pas à l'âge de la retraite en disposant du nombre de trimestres nécessaire. Cela contribuera seulement à **abaisser encore le montant des pensions ;**



Pascal Dihenmequin

- **refus de toute augmentation des prélèvements obligatoires et des cotisations sociales : pourquoi exclure d'office toute taxation supplémentaire des catégories les plus favorisées ? pourquoi ne pas abolir le « bouclier fiscal », ou taxer les stock-options ou les transactions financières ?**

Au fond, la réforme qui se dessine sera non seulement injuste : elle ne mettra à contribution que les classes populaires et les classes moyennes qui devront travailler plus longtemps pour percevoir des retraites plus faibles mais elle s'avérera inefficace car les pistes envisagées sont bien loin d'être à la hauteur des enjeux. Elle aura, de surcroît, des **conséquences catastrophiques sur le long terme** : le **chômage des jeunes** augmentera de façon importante et **l'allongement de la durée de la vie ralentira voir même cessera...** puisque notre système de retraites en était une des causes essentielles.

## Aux Lilas, la gauche unie pour la défense des retraites !

Conscientes de l'enjeu crucial que représente la mobilisation des citoyens pour contrer la remise en cause des acquis sociaux du système de retraite, **les différentes forces de la gauche lilasienne se sont regroupées en un « Collectif Lilasien de défense des retraites »**. Il s'est assigné comme objectif

**d'informer les Lilasiens sur les enjeux de la réforme des retraites en cours, l'inconséquence économique et sociale des propositions du gouvernement, les pistes à explorer pour parvenir à une réforme juste et viable.**

A son initiative, a été organisée une réunion / débat le 10 juin

au gymnase Liberté. Comment fonctionne notre système de retraite ? Quel est le vrai constat des difficultés qu'il rencontre ? Quelles seront les conséquences des propositions actuelles du gouvernement ? Quelles sont les solutions alternatives pour pérenniser le financement de cet acquis social majeur ? Telles sont

les questions auxquelles a répondu avec brio Jean Charles Willard, spécialiste des retraites.

**La gauche lilasienne a su présenter un front uni pour faire face à ses responsabilités politiques vis-à-vis des citoyens. L'union fait notre force ! Rejoignez-nous dans notre combat !**



## Les socialistes soutiennent les parents et les enseignants : NON au démantèlement de l'école publique, laïque et républicaine !

Pour qui défend l'égalité des chances, l'école gratuite, publique, laïque et obligatoire est un outil précieux. Elle devrait être le lieu qui arme chaque enfant également en lui offrant les moyens de devenir un citoyen à part entière et de s'intégrer au monde du travail.

Mais l'égalité des chances ne fait pas partie du projet de société de la droite. Détruire l'école publique ne lui pose absolument aucun cas de conscience : elle s'y emploie même méthodiquement.

### Sarkozy, Fillon et Chatel organisent la destruction de l'école publique

La tactique est désormais connue tant elle a été employée par Sarkozy et son gouvernement : plutôt que de s'attaquer de front à un service public et de braver l'impopularité, mieux vaut l'asphyxier budgétairement, ne plus lui donner les moyens de remplir ses missions pour prendre les citoyens à témoin de ses dysfonctionnements et préparer les esprits à une privatisation.

Après La Poste et l'hôpital, c'est désormais l'école de la République qui est dans le viseur.

Rarement elle n'aura été autant ébranlée : le **dogme du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux** partant en retraite génère mécaniquement une **suppression croissante de postes d'enseignants** (69 400 enseignants en cinq ans).

Une telle saignée, que ne justifie absolu-



ment pas une baisse du nombre d'élèves à accueillir, se traduit désormais dans le quotidien des établissements scolaires :

▼ **les enseignants absents**, de l'école maternelle au lycée, **ne sont plus remplacés** ou seulement par des personnels précaires ne disposant pas de la formation nécessaire ;

▼ **les infirmières, les médecins, les psychologues scolaires manquent** cruellement ;

▼ **les RASED** (réseaux d'aide et de soutien aux enfants en difficulté) **n'ont plus les moyens d'assurer convenablement leurs missions...**

Même la « réforme Chatel » du lycée, présentée comme une modernisation nécessaire de notre enseignement secondaire, ne trompe personne : ce n'est qu'**une manière d'habiller des suppres-**

sions de postes d'enseignants supplémentaires en réduisant le nombre d'heures de cours dont bénéficieront les élèves.

### Aux Lilas, la résistance s'organise : parents et enseignants mobilisés !

Aux Lilas comme ailleurs, la mobilisation s'amplifie : **enseignants et parents refusent de laisser mourir l'école publique.**

Les initiatives se multiplient : **recours déposés contre l'État** pour exiger qu'il assure la continuité de l'enseignement en se dotant d'un nombre d'enseignants remplaçants suffisant, **banderoles apposées sur le fronton des écoles, établissements scolaires occupés par les parents...**

**La municipalité a apporté son soutien à ce mouvement légitime**, notamment en interpellant les représentants de l'État pour obtenir ici le remplacement d'un enseignant absent, la nomination d'une infirmière scolaire...

Pourtant rien n'y fait, **les grands médias nationaux ne se font pas l'écho de ce mouvement et des revendications qu'il porte.** A croire que l'école n'intéresse personne ou que les consignes gouvernementales sont appliquées avec zèle...

## Je rejoins les Socialistes des Lilas

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse: .....

Tél.: ..... email : .....

A renvoyer au Parti Socialiste des Lilas, 9, rue du 14 juillet - 93260 Les Lilas ou par mail à ps93260@gmail.com